

La répartition spatiale des petites et moyennes activités économiques à Lubumbashi

Premier inventaire et essai d'analyse des fréquences de localisation

par Jean-Claude BRUNEAU (*) et Itongwa BUKOME (**)

MOTS-CLES. - *Localisation des activités économiques, structure urbaine.*

RESUME. - *Le but de cet article est de mettre en évidence l'intensité et les modes de répartition spatiale de toutes les petites et moyennes activités économiques dans les différents sous-espaces urbains de Lubumbashi, Zaïre. Par leur concentration ou leur diffusion dans le tissu urbain, ces activités donnent une image de la ville fort expressive de la pratique quotidienne du citoyen.*

On a tenté de dégager les principales mutations structurelles qui ont touché les aires d'échanges les plus intenses et les axes de vie les plus vigoureux. Il est apparu qu'au niveau des localisations, l'impact très net du processus du choix reste étroitement lié aux densités démographiques, au pouvoir d'achat des consommateurs et aux caractéristiques de l'habitat, facteurs déterminants pour une meilleure connaissance des formes d'organisation de l'espace urbain.

KEY-WORDS. - *Location of economic activities, urban structure.*

ABSTRACT. - *The goal of this article is to analyze the intensity and spatial distribution modes of all the small and medium sized economic activities in the different urban sub-spaces of Lubumbashi, Zaïre. These activities, by their concentration or diffusion within the urban tissue, present an image of the city that expresses the daily habits of the citizen.*

An attempt was made to isolate the principal structural changes which have influenced the most intense exchange areas and most vigorous axis. It appears that, from a localization point of view, the clear impact of the choice process remains tightly linked to demographic densities, consumer purchasing power, and habitat characteristics. These are determinant factors for a better understanding of the structures of organisation in urban space.

(¹) Professeur de Géographie à l'Université de Lubumbashi (Zaïre).

(²) Assistant à l'Université de Lubumbashi (Zaïre), doctorant à l'Université de Liège (Géographie économique, B. Mérenne-Schoumaker).

I. - INTRODUCTION

De nos jours, l'analyse de la ville en tant que réalité fonctionnelle et système d'organisation économique est devenue la constante préoccupation des recherches des géographes et des aménageurs, C'est dans ce cadre conceptuel que les auteurs du présent article ont cherché à analyser la localisation spatiale des activités économiques dans la ville de Lubumbashi, afin d'aider à comprendre la manière dont les citadins réagissent aux contraintes de la vie urbaine et de susciter une meilleure politique d'amélioration du cadre de vie. Les variables sont multiples qui concourent à expliquer cette localisation : ancienneté démographique, centralité et accessibilité, etc.

Le propos du présent article n'est pas encore de quantifier ni de corrélérer ces diverses variables explicatives, mais de présenter les résultats bruts d'une enquête de terrain réalisée sur ce thème afin d'en tirer les grandes directions qui devront être celles des raisonnements ultérieurs.

Au Zaïre même, le problème de la localisation des petites et moyennes activités économiques dans l'espace urbain a été abordé par Marc Pain (1975, 1984) à propos de Kinshasa et, de façon plus partielle dans le cas de Lubumbashi, par J.C. Bruneau et K. Kakese (1980), ainsi que par J.C. Bruneau et I. Kikombo (1982).

II. - CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES

Lubumbashi, seconde ville du Zaïre et chef-lieu de la région du Shaba, doit compter en 1985 environ 580 000 habitants répartis sur une superficie urbanisée de l'ordre de 7 000 hectares. Une enquête exhaustive a été menée sur l'ensemble de l'agglomération, du 23 janvier au 25 février 1985, par les étudiants du département de Géographie de l'Université de Lubumbashi sous la direction de Marc Pain, Paul Pélissier et Jean-Claude Bruneau, et avec le concours de plusieurs chercheurs de la même Université, notamment Itongwa Bukome.

Les activités ont été relevées et classées en fonction de leur nature, mais aussi de leur taille.

Les critères théoriques définis pour déterminer la taille des activités restent indicatifs. Les petites activités économiques au sens strict sont celles employant moins de cinq actifs, sans locaux spécifiques. Les activités de taille moyenne se caractérisent donc en principe par au moins cinq employés faisant usage de locaux spécialement aménagés.

Signalons que les usines, les grands dépôts et les hangars de stockage n'ont pas été pris en compte lors de cette enquête légère, mais exhaustive, qui porte uniquement sur les petites et moyennes activités économiques. Au fur et à mesure du déroulement de l'enquête, l'emplacement de toutes ces activités a été reporté sur des plans à 1/20 000 ou à 1/50 000, selon la superficie et la densité des quartiers considérés.

On a ainsi obtenu une première série de cartes dites *analytiques*. Celles-ci ont permis de réaliser pour l'ensemble de la ville une carte

synthétique à 1/10 000, exprimant à l'aide d'une gamme de couleurs, la densité parcellaire des activités calculée pour chaque flot. Cette carte, ramenée à l'échelle de 1/50 000, constitue l'une des planches de l'Atlas de Lubumbashi en voie d'élaboration (J. Bruneau, M. Pain *et al.*, à paraître).

Le présent article constitue le bref exposé des résultats généraux de l'enquête. Il doit être vu comme une mise au point provisoire, ne préjugant pas des conclusions qui pourront être tirées ultérieurement de la masse des données disponibles.

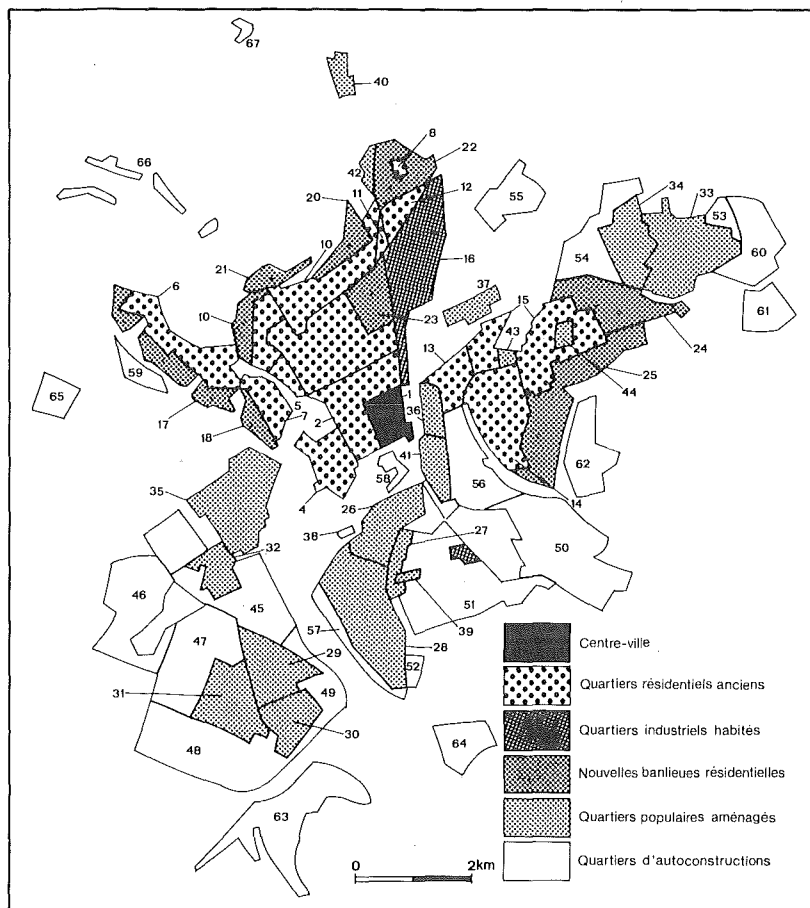


FIG. 1. - Localisation des quartiers qui ont fait l'objet d'une enquête.

III. - ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Cette recherche s'inscrit ainsi à la suite d'autres travaux menés au Zaïre à Kinshasa par M. Pain (1975, 1984) et à Lubumbashi par J.C. Bruneau et K. Kakese (1980) et J.C. Bruneau et I. Kikombo (1982).

Un des problèmes qui s'est posé ici a été celui de la ventilation spatiale des résultats. Fallait-il regrouper les données dans le cadre des divisions administratives, à savoir les sept *zones* (communes) que comprend la ville de Lubumbashi ? On y a renoncé d'emblée en raison du caractère très hétérogène et trop vastes des dites *zones*. La répartition a donc été effectuée sur base du découpage de l'espace urbain en *quartiers homogènes* quant à la forme de leur habitat et à leur contenu socio-économique.

Ce découpage dû à Jean-Claude Bruneau (1983) distingue six catégories de quartiers : le centre-ville, les quartiers résidentiels anciens, les quartiers industriels habités, les nouvelles banlieues résidentielles, les quartiers populaires aménagés et les quartiers d'auto-construction (1).

La figure 1 représente les 67 *quartiers homogènes* qui ont été considérés comme secteur d'enquête en 1985, qualifiés en fonction des six catégories précédemment définies (2).

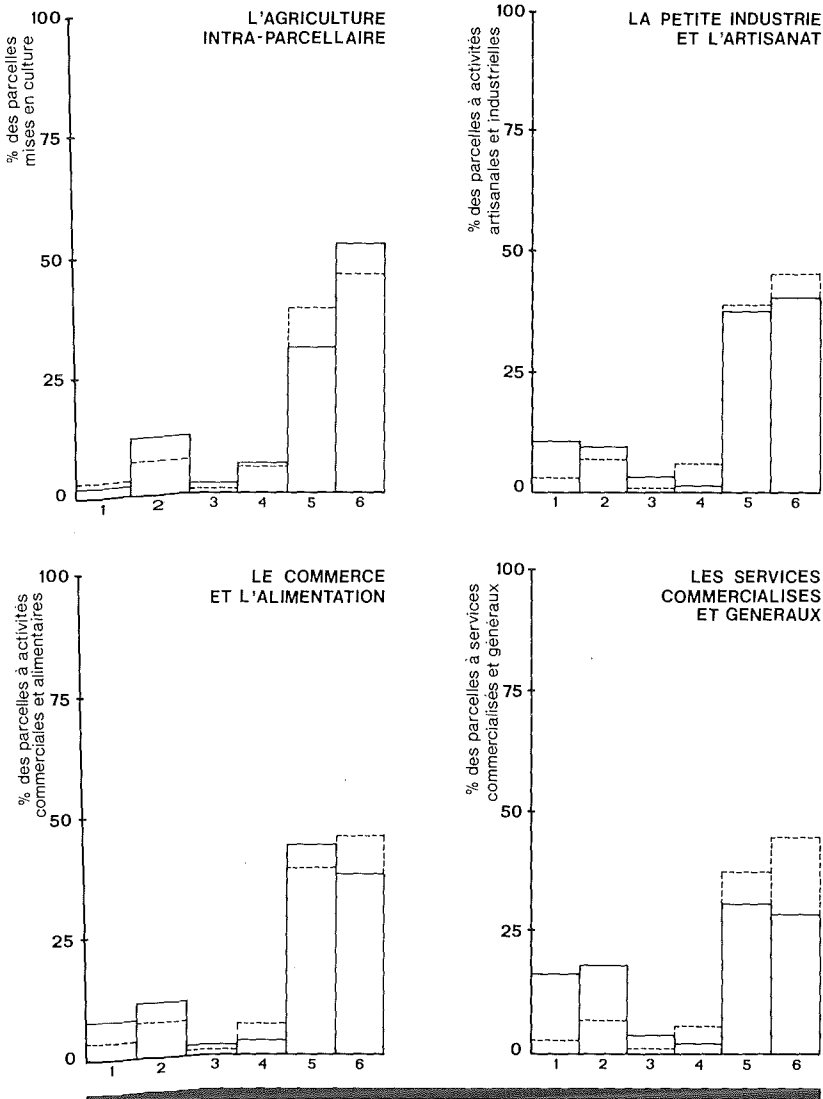
Le tableau I présente la répartition générale des petites et moyennes activités économiques pour chacun des quatre grands groupes d'activités, selon les catégories de quartiers.

Tableau I. - Catégories de quartiers. Petites et moyennes activités économiques à Lubumbashi (Février 1985).

Catégories de Quartiers	Superficie en hectares	Population	Nombre de parcelles habitées	Nombre d'activités				Total des activités (agglomération)
				Agriculture intra-parcellaire	Petite industrie & artisanat	Commerce	Services commercialisés et généraux	
Centre-ville	49	2 220	1 431	241	164	786	337	1 528
Quartiers résidentiels anciens	1 024	49 670	3 701	1 764	159	1 214	353	3 490
Quartiers Industriels habités	214	4 210	504	148	56	122	76	402
Nouvelles banlieues résidentielles	735	14 950	3 292	894	14	173	38	1 119
Quartiers populaires aménagés (camps et cités)	1 207	233 300	20 377	4 389	648	4 791	626	10 454
Quartiers d'auto-construction	2 678	246 290	23 642	7 876	681	4 078	578	13 213
TOTAL (Agglomération)	5 907	550 640	52 947	15 312	1 722	11 164	2 008	30 206

(1) Une étude récente de M.T. Lootens-de Muynck et J.C. Bruneau (1985) en a présenté et analysé la dynamique démographique.

(2) Les numéros des quartiers de la figure 1 correspondent à ceux du tableau II.



1. Centre-ville.
2. Quartiers résidentiels anciens.
3. Quartiers industriels habités.
4. Nouvelles banlieues résidentielles.
5. Quartiers populaires aménagés.
6. Quartiers d'autoconstructions.

FIG. 2. - Répartition des petites et moyennes activités économiques selon les types de quartiers à Lubumbashi (février 1985). Les colonnes en traits interrompus traduisent le poids relatifs de chaque quartier en pourcentage du nombre total des parcelles habitées.

L'enquête de février 1985 a permis de dénombrer 30 206 petites et moyennes activités économiques à Lubumbashi. Certaines d'entre elles possèdent des installations *fixes* et se caractérisent par une stabilité spatiale et financière. D'autres, par contre, sont mobiles, et constituent la gamme des activités *flottantes*.

Le tableau I, exprimé graphiquement par la figure 2, montre que pour l'ensemble de l'agglomération lushoïse ces activités se répartissent d'une manière préférentielle à travers le tissu urbain. Leur nature et leur taille varient en fonction des types de quartier, de l'étendue et de l'emplacement de chaque quartier.

En outre, il a été possible de réaliser une carte des fréquences relatives de ces activités (fig. 3), à partir du rapport calculé pour chacun de ces quartiers ayant fait l'objet de l'enquête, entre le nombre d'activités et le nombre total de parcelles habitées. Les données en sont reprises dans le tableau II. Ce mode de représentation permet de dégager d'emblée les espaces de concentration et de diffusion des divers groupes d'activités recensés, et de saisir l'impact de ces implantations sur l'organisation de la vie urbaine.

A. - L'AGRICULTURE INTRA-PARCELLAIRE

Dans ce groupe d'activités, nous avons relevé la localisation des cultures vivrières et des cultures maraîchères. En ce qui concerne les produits cultivés, il s'agit en général du maïs, des patates douces, des arachides et d'une gamme variée de légumes qui constituent l'alimentation de base des habitants de Lubumbashi pendant la saison des pluies.

A l'exception du centre-ville et des quartiers industriels, l'agriculture intra-parcellaire est pratiquée sur l'ensemble de la ville d'une façon intensive, mais à des degrés divers. D'un côté, les quartiers industriels occupent des espaces à construction fermée et à forte fréquence d'occupation du sol, voués principalement aux formes d'activités de type moderne; et de l'autre, au centre-ville la concentration maximum du tertiaire et le standing relativement élevé des habitants ne laissent guère de place au jardinage. Une occupation souvent inachevée dans les nouvelles banlieues résidentielles et dans les quartiers résidentiels anciens, permet de comprendre le mécanisme de mise en valeur des sols non encore entièrement occupés, durant la période qui précède le stade ultime de densification complète de l'espace en milieu urbain. Deux facteurs concourent à expliquer le fait que l'on trouve la plupart des parcelles portant des cultures vivrières dans les quartiers d'autoconstruction et dans certains quartiers populaires aménagés : le *niveau de vie* généralement bas des habitants qui, outre l'auto-provisionnement familial, tirent le gros de leur revenu de la vente des produits vivriers, mais aussi (pas toujours), la *taille* relativement importante des parcelles.

Nous avons calculé, pour chacun des quartiers étudiés, le rapport entre le nombre des parcelles cultivées et le nombre total des parcelles habitées. Les plages de fréquences parcellaires ainsi obtenues (fig. 3) montrent une nette prédominance des cultures dans les quartiers d'autoconstruction (Kasungami, Luwowoshi et Ruashi-extension spontanée) et dans certaines nouvelles banlieues résidentielles

TABLEAU II. - Rapport entre le nombre d'activités et le nombre de parcelles
par quartier d'habitat à Lubumbashi (1985).

N°	Quartiers	Nombre de parcelles	Groupe d'activités							
			Agriculture		Petite industrie & artisanat		Commerce et alimentation		Services commerciaux & services généraux	
			Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative
1.	Centre-ville	337	21	0,06	98	0,26	303	0,80	131	0,35
2.	Ville-sud	820	110	0,13	46	0,06	235	0,29	137	0,17
3.	Ville-nord	274	39	0,14	5	0,02	58	0,21	32	0,12
4.	Makomeno	284	2	0,01	1	0,00	63	0,22	25	0,09
5.	Canal	83	0	0,00	0	0,00	5	0,06	0	0,00
6.	Golf ancien	254	2	0,01	0	0,00	61	0,24	3	0,01
7.	Lido ancien	159	6	0,04	1	0,01	25	0,16	0	0,00
8.	Guest-house UNILU	66	15	0,23	0	0,00	22	0,33	1	0,02
9.	Quartier Baudoin*	321	31	0,10	6	0,02	73	0,23	20	0,06
10.	Révolution*	340	152	0,45	10	0,03	112	0,33	42	0,12
11.	Carrefour*	340	152	0,45	10	0,03	112	0,33	42	0,12
12.	Square Uvira	191	29	0,15	1	0,01	41	0,21	17	0,09
13.	Bel Air Ouest	277	78	0,28	19	0,07	103	0,37	20	0,07
14.	Bel Air Sud	904	489	0,54	26	0,03	237	0,26	77	0,09
15.	Bel Air Nord-Est	822	257	0,31	16	0,02	136	0,17	41	0,05
16.	Quart. Industr. Nord	504	148	0,29	36	0,07	122	0,24	110	0,22
17.	Golf extension*	74	7	0,09	0	0,00	5	0,07	0	0,00
18.	Lido extension*	74	7	0,09	0	0,00	5	0,07	0	0,00
19.	Quartier du Lac*	321	31	0,10	6	0,02	73	0,23	20	0,06
20.	Mpolo	508	273	0,54	5	0,01	87	0,17	10	0,02

N°	QUARTIERS	Nombre de par- celles	Groupe d'activités							
			Agriculture		Petite industrie & artisanat		Commerce et alimentation		Services commerciaux & services généraux	
			Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative	Fréquence absolue	Fréquence relative
21.	Kalubwe	78	26	0,33	6	0,08	10	0,13	4	0,05
22.	Changalele	469	340	0,72	2	0,00	45	0,10	19	0,04
23.	Lumumba	924	203	0,22	6	0,01	39	0,04	20	0,02
24.	Quart. du Parc	401	341	0,85	7	0,02	62	0,15	17	0,04
25.	Kilobelobe	517	256	0,50	2	0,00	44	0,09	3	0,01
26.	Kamalondo	1 308	90	0,07	38	0,03	493	0,38	109	0,08
27.	Njanja	430	108	0,25	27	0,06	277	0,64	16	0,04
28.	Kenya	3 862	647	0,17	216	0,06	1 893	0,49	181	0,05
29.	Katuba I	1 316	605	0,46	10	0,05	534	0,41	78	0,06
30.	Katuba II	1 601	402	0,25	55	0,03	419	0,26	68	0,04
31.	Katuba III	3 493	1 060	0,30	112	0,03	764	0,22	107	0,03
32.	Kabuta Kananga ancien	2 149	874	0,41	44	0,02	313	0,15	54	0,03
33.	Cité Ruashi	2 126	448	0,21	135	0,06	626	0,29	86	0,04
34.	Shindaika	302	115	0,38	1	0,00	43	0,14	6	0,02
35.	Cité Gécamines	1 054	0	0,00	15	0,01	119	0,11	35	0,03
36.	Camp Maramba	524	15	0,03	45	0,09	131	0,25	49	0,09
37.	Tshamilemba	248	115	0,46	0	0,00	19	0,08	6	0,02
38.	Mampala	94	0	0,00	0	0,00	12	0,13	0	0,00
39.	Camps Taba Zaïre	44	12	0,27	0	0,00	16	0,36	1	0,02
40.	Campus UNILU	21	0	0,00	0	0,00	89	4,24	2	0,10
41.	Camp Vangu	1 188	24	0,02	6	0,01	20	0,02	7	0,01
42.	Camp Mutombo	140	0	0,00	0	0,00	28	0,20	0	0,00

43. Camp Est	229	8	0,03	1	0,00	3	0,01	3	0,01
44. Camp préfabriqué	248	17	0,07	0	0,00	14	0,06	0	0,00
45. Katuba Kananga récent	2 282	820	0,36	80	0,04	480	0,21	47	0,02
46. Katuba Kisanga	978	297	0,30	38	0,04	131	0,13	30	0,03
47. Katuba Mbuji-Mayi	2 079	927	0,45	22	0,01	251	0,12	32	0,02
48. Katuba Kamina	2 437	657	0,27	84	0,03	353	0,14	31	0,01
49. Katuba extension Est	756	391	0,52	12	0,02	118	0,16	33	0,04
50. Taba Zaïre	2 789	1 519	0,54	32	0,01	518	0,19	41	0,01
51. Kikalabuamba	1 087	615	0,57	17	0,02	206	0,19	19	0,02
52. Kafubu	531	167	0,31	4	0,01	96	0,18	4	0,01
53. Ruashi extension spontanée	28	37	1,32	3	0,11	12	0,43	7	0,25
54. Quartier Zaïre	1 804	908	0,50	58	0,03	387	0,21	103	0,06
55. Kigoma	1 213	407	0,34	38	0,03	136	0,11	58	0,05
56. Bongonga	933	156	0,17	51	0,05	307	0,33	26	0,03
57. Tumbototo	1 561	97	0,06	16	0,01	72	0,05	12	0,01
58. Quartier Labo	337	121	0,36	15	0,04	96	0,28	42	0,12
59. Kabulameshi	238	12	0,05	8	0,03	16	0,07	17	0,07
60. Luapula	1 530	457	0,30	46	0,03	409	0,27	24	0,02
61. Luwowoshi	644	550	0,85	11	0,02	26	0,04	22	0,03
62. Naviundu	335	90	0,27	13	0,04	19	0,06	5	0,01
63. Kasungami	741	308	0,42	19	0,03	59	0,08	7	0,01
64. Kalebuka	506	133	0,26	10	0,02	30	0,06	9	0,02
65. Cité Karavia	588	0	0,00	53	0,09	42	0,07	33	0,06
66. Tshamalale	166	40	0,24	8	0,05	8	0,05	2	0,01
67. Kamisepe	79	0	0,00	13	0,16	5	0,06	3	0,04

* Pour ces quartiers, les données ont été regroupées : n° 9 et 19, n° 10 et 11, n° 17 et 18.

(quartier du Parc, Changalele) où ce rapport varie de 0,60 à 1,00. En outre, presque tous ces quartiers renferment encore des espaces vides que les habitants mettent souvent en culture. On constate que la fréquence est encore assez élevée dans les "cités" de Katuba et Ruashi (y compris Shindaika) et en périphérie de cette dernière (Luapula, Zaïre, Kigoma), à Bongonga, à Tabazaïre, dans certaines nouvelles banlieues résidentielles (Mpolo, Révolution, Kalubwe), ainsi que dans l'ensemble du Bel Air, pourtant un quartier résidentiel an-



FIG. 3. - L'agriculture intra-parcellaire.
Les chiffres expriment les rapports entre le nombre de parcelles cultivées et le nombre total des parcelles.

cien : dans tous ces quartiers, la fréquence varie de 0,30 à 0,59. D'une manière générale, l'habitation proprement dite n'occupe ici qu'une faible portion de la parcelle, laissant un espace non négligeable à l'agriculture.

En dehors de ces cas, le reste de l'agglomération présente une faible fréquence des parcelles mises en culture et ceci pour de multiples raisons : interdiction de cultiver à l'intérieur des camps civils et militaires, carence des espaces cultivables dans les cités populaires à forte densité démographique (de l'ordre de 350 hab./ha à Kamalondo et à Kenya), standing de vie élevé (cas de la ville moderne, des quartiers Golf et Lido).

Dès lors, il est possible de considérer, à la lumière de cette analyse, qu'à Lubumbashi les facteurs déterminant la localisation des cultures intraparcellaires sont de deux ordres :

- il s'agit tout d'abord du *milieu physique lui-même* et de ses particularités (disponibilité quantitative et qualitative de sols cultivables, fertilité du sol, emplacement du quartier par rapport à l'ensemble de la ville);
- ensuite intervient le *contenu socio-économique* (habitants et leur standing, à savoir les normes de confort et de logement, ainsi que le niveau du revenu mensuel moyen).

B. - LA PETITE INDUSTRIE ET L'ARTISANAT

Il s'agit ici des petites et moyennes industries alimentaires (boulangerie, moulins à maïs et à manioc, minoteries), de la fabrication de boissons (bière et alcools locaux), des ateliers de confection (tailleurs), de la fabrication de chaussures (cordonniers), des menuisiers et charpentiers, des forgerons ou fabricants d'ouvrages métalliques (grilles), des ateliers de réparation (garagistes, carrosserie, réparation automobile, matériel électrique), des imprimeries et activités diverses : relieurs, graveurs, sculpteurs, bijoutiers, orfèvres, vanniers, etc.

La figure 4 permet de distinguer, à l'aide des plages de fréquences relatives, deux types de distribution au sein du tissu urbain. Le premier concerne les sous-espaces à concentration élevée d'activités industrielles et artisanales, dont le rapport en fonction du nombre total des parcelles habitées varie de 0,06 à 0,50.

Il s'agit du centre-ville, de la Ville-sud, de la Cité Kenya et du quartier Njanja. Dans ce même cas, le quartier Ruashi et son extension spontanée se spécialisent dans la fabrication des objets d'art en malachite, minéral de cuivre, mais aussi pierre semi-précieuse extraite dans une carrière proche.

Le second type de distribution caractérise les sous-espaces à faible fréquence relative d'activités industrielles et artisanales dont la valeur moyenne varie de 0,00 à 0,05, et se rapporte au reste de l'agglomération.

Au niveau du mécanisme de localisation, on a constaté que les petites et moyennes activités économiques, artisanales et industrielles, se répartissent en fonction de la proximité de la clientèle et du niveau d'équipement en énergie électrique. Le choix de leur nature

est étroitement dicté par les besoins des consommateurs. On a observé plusieurs cas de spécialisation spatiale, notamment la concentration des fabricants de meubles le long de l'avenue Bukama à la cité Kenya, et la concentration des fabricants d'alcool local (*lutuku* en swahili) dans les villages citadins et au bord des cours d'eau.

Comme l'avait remarqué B. Mérenne-Schoumaker (1974), il convient de dire qu'à Lubumbashi aussi, le choix d'une implantation des



FIG. 4. - La petite industrie et l'artisanat.
Les chiffres expriment les rapports entre le nombre de parcelles occupées par la petite industrie et l'artisanat, et le nombre total des parcelles.

petites et moyennes activités industrielles et artisanales varie avec les caractéristiques propres des entreprises et des établissements. Proximité des marchés de consommation, facteurs énergétiques, facteurs techniques, disponibilité en superficie, pour certaines activités, contraintes de l'environnement pour les activités présentant une certaine nuisance, sont là les facteurs qui exercent une influence très marquée sur les localisations.

Dans la rubrique "petite industrie alimentaire", l'attention doit être attirée sur les *moulins* à maïs (et accessoirement à manioc), qui fonctionnent à l'électricité ou au fuel domestique. Ces moulins sont présents dans toute la ville, mais leur localisation préférentielle se situe au niveau des quartiers disposant de l'électricité et abritant des habitants à faible revenu. On en a dénombré 102 en 1985, dont plus de la moitié (59) dans les quartiers populaires aménagés, 16 moulins dans les quartiers résidentiels anciens, 22 dans les quartiers d'auto-construction et 5 seulement dans les nouvelles banlieues. Ces chiffres, fort significatifs, prouvent qu'il existe une prise de conscience de la population pour résoudre ses problèmes d'alimentation à partir du maïs produit localement.

En effet, malgré l'existence de 5 petites minoteries (COMILU, AGRICOM, KAPATA, COGETRA, MONGA) et de 3 minoteries industrielles (TARICA, MINOKA-GECAMINES et AMATO-FRERES), la production de la farine de maïs semble encore insuffisante par rapport aux besoins de la population. Ces minoteries rencontrent des difficultés d'approvisionnement, qui entraînent un prix relativement élevé de la farine de maïs sur le marché local. C'est pourquoi aussi ce phénomène d'implantation de moulins a pris de l'ampleur à Lubumbashi, surtout depuis deux ou trois ans. La capacité quotidienne moyenne est de 150 à 200 kilos de maïs pour un moulin dont la puissance varie de 15 à 20 CV.

C. - LE COMMERCE

Dans cette branche d'activités, notre enquête a porté sur l'inventaire des marchés, des comptoirs de vente, des implantations du commerce de détail alimentaire et non alimentaire, du commerce de gros, du petit commerce *fixe* installé sommairement devant la parcelle, et du petit commerce *flottant* sans équipement particulier. Les fréquences relatives les plus élevées (entre 1,00 et 0,36) se situent, dans l'ordre, au centre-ville et dans les quartiers Njanja, Kamalondo, Kenya, Bel Air-Ouest, Katuba I, Révolution, Carrefour, Ville-sud, Katuba II, Bongonga, Bel Air-sud, Cité Ruashi et son extension spontanée, Luapula, ainsi qu'au Guest-house-UNILU et au quartier Labo.

Au niveau de l'agglomération lushoïse, les activités commerciales et alimentaires se localisent en fonction de la centralité, mais aussi de la présence d'une clientèle résidente nombreuse. A l'échelle des quartiers, les fortes concentrations d'activités s'observent aux alentours des générateurs de déplacements, c'est-à-dire des points attractifs (marchés, équipements publics, services récréatifs), de même que le long des axes routiers à forte fréquence piétonnière, des principaux carrefours, des arrêts de taxi-bus, etc. On remarque

aussi une localisation préférentielle aux abords des lieux d'approvisionnement en gros que sont le centre-ville, le grand marché de la cité Kenya et le quartier commercial Njanja. Cette proximité (en distance et en temps) permet des va-et-vient constants, et donc un écoulement rapide des produits, très utile pour des micro-entreprises qui n'ont pratiquement pas de stocks. .



FIG. 5. - Le commerce et l'alimentation.
Les chiffres expriment le rapport entre le nombre des parcelles occupées par le commerce et l'alimentation et le nombre total des parcelles.

Notons également une autre forme de micro-commerce, très fréquente à Lubumbashi : le *colportage*, pratiqué le plus souvent par des femmes qui vendent de porte à porte légumes et fruits, essentiellement dans les quartiers résidentiels et devant les magasins du centre-ville. Des jeunes garçons non scolarisés pratiquent aussi la vente à la sauvette des petits articles d'importation (parfums, peignes, savons, chaussettes, etc...) en sillonnant le centre-ville. Il convient de noter surtout l'importance des marchés qui focalisent et diffusent à la fois les flux des échanges commerciaux. Leur niveau, leur structure, leur nature et leur localisation ont été analysés en détail par J.-C. Bruneau et K. Kakese (1980) dans une étude portant sur les vingt-trois marchés qui existaient à Lubumbashi à l'époque, et regroupant près de 7 000 vendeurs. Un accent particulier doit être mis sur l'importance des commerces alimentaires, concernant notamment les produits à base de farine de maïs (*tumpompo*) ou petits pains et beignets. Ils représentent environ 20 % du nombre total des activités commerciales recensées, soit près de 5 304 activités alimentaires sur un total de 30 206 activités pour l'ensemble de l'agglomération lusoise. Les vendeurs se rassemblent en effectifs plus nombreux aux alentours des marchés et des équipements publics. On a l'impression que la part des produits alimentaires est partout prépondérante, et le développement de ce type de commerce est très expressif de la situation actuelle de crise économique ⁽³⁾.

D. - LES SERVICES COMMERCIALISES ET LES SERVICES GENERAUX DU QUARTIER

Les services commercialisés et généraux qui ont fait l'objet de notre analyse se rapportent aux petits services de quartier (bars, cafés, buvettes, restaurants, hôtels, clubs et cinémas), aux services personnels et des particuliers (salons de coiffure, studios photographiques, blanchisseries, transport de personnes et de marchandises, guérisseurs), ainsi qu'aux services généraux ("maisons de zone", c'est-à-dire mairies, bureaux de poste, services des eaux et de l'électricité), aux services sanitaires et sociaux - notamment les dispensaires -, à l'enseignement, aux services culturels et aux lieux de culte, etc.

Les plages de fréquence parcellaire, exprimées par la figure 3, localisent les plus fortes concentrations de ces activités dans le centre-ville, dans le quartier industriel nord et dans la ville "moderne" d'une façon générale.

La nature des services prestés exerce une influence sur le cadre de vie des habitants, et leur distribution spatiale permet d'évaluer d'emblée le niveau socio-économique des différentes unités spatiales. Ainsi, le centre-ville offre les plus fortes fréquences parcellaires de services tertiaires de niveau élevé alors que les services récréatifs ou personnels, et tout le tertiaire banal, se concentrent plutôt dans les cités d'habitat populaire.

⁽³⁾ L'importance croissante du commerce flottant alimentaire nous a amené à lui consacrer en février-mars 1986 une vaste enquête. Ses résultats seront publiés dans GEO-ECO-TROP (B. Mérenne-Schoumaker et I. Bukome, 1987).

E. - ENSEMBLE DES ACTIVITES

Au terme de cette analyse, les résultats globaux ont permis de mettre en évidence trois types de foyers de polarisation économique à Lubumbashi :

- les *foyers à forte concentration d'activités*, sont constitués par le centre-ville et la cité planifiée de Kenya à l'intérieur de laquelle se situe un deuxième centre dynamique de la ville (pôle de commerce et services);



Les chiffres expriment le rapport entre le nombre de parcelles occupées par les services commercialisés et généraux et le nombre total des parcelles.

- les *foyers à concentration moyenne d'activités* sont constitués par les cités populaires de Kamalondo et de Ruashi, et par une grande partie du Bel Air;
 - les *foyers à faible concentration d'activités* forment le reste de l'agglomération. Dans l'optique d'un réaménagement urbain, cette dernière catégorie devrait acquérir des noyaux de services divers et des centres commerciaux relais capables de couvrir les besoins de fréquentation moyenne hebdomadaire des habitants.

En poussant la réflexion un peu plus loin, on remarque l'existence de deux types de localisations à Lubumbashi. L'opposition demeure fondamentale entre la répartition des cultures vivrières et celle des autres activités. Par rapport au nombre total des petites et moyennes activités économiques, l'agriculture intra-parcellaire représente 50,7 % et se localise principalement dans les quartiers périphériques. Les activités commerciales et alimentaires représentent 37 % du total, les services commercialisés et généraux 6,6 % et enfin la petite industrie et l'artisanat 5,7 %.

La localisation de ces trois derniers groupes d'activités obéit en réalité à des règles différentes de celles qui régissent l'agriculture. Elles sont fonction de l'accessibilité et de la clientèle résidante. Ainsi, les fortes concentrations d'activités ont-elles été observées au centre-ville et dans les vieilles cités. Les cultures parcellaires en revanche sont bien plus fréquentes dans les quartiers spontanés, où les citadins ont produit un habitat qui leur laisse la place pour cultiver et faire face ainsi à la misère. La part relativement élevée de l'agriculture intra-parcellaire s'explique par la faiblesse générale du niveau de vie. Elle a été d'autant plus facilement repérable que l'enquête s'est déroulée pendant la saison des pluies.

La figure 2 montre un déficit en équipements commerciaux, industriels et de services dans les quartiers d'autoconstruction. Ceux-ci contiennent 45 % des parcelles habitées de l'agglomération lushoïse, mais les services commercialisés et généraux n'y représentent que 29 % du nombre total de ces activités recensées dans toute la ville, les activités commerciales et alimentaires 37 %, les activités industrielles et artisanales 40 %. Un même déficit caractérise les nouvelles banlieues résidentielles où le nombre des parcelles habitées est très supérieur au nombre des activités.

A l'inverse, sauf pour l'agriculture intra-parcellaire, le centre-ville présente les fréquences relatives les plus élevées, c'est-à-dire un nombre d'activités toujours supérieur à celui des parcelles habitées. De la même façon, on remarque un déficit en équipements de services et en cultures parcellaires dans les quartiers populaires aménagés. Il n'y a qu'au centre-ville et dans les quartiers résidentiels que se dégage une certaine impression d'équilibre dans la répartition des petites activités économiques, agriculture exceptée.

III. - CONCLUSION

Cette analyse des fréquences de localisation nous a permis de confronter les activités économiques avec l'espace où elles s'inscrivent. Il en ressort que chaque quartier renferme un potentiel de dévelop-

pement qu'il convient de valoriser en fonction de sa vocation économique et de ses possibilités réelles. Il est certain que la fréquence des petites et moyennes activités économiques constitue l'un des indicateurs importants du niveau de vie des citadins.

En dépit de l'apparente anarchie de l'implantation de ces petites activités, il est possible d'entrevoir de manière qualitative la logique de leur distribution spatiale au sein du tissu urbain. En effet, le spontanéisme dans la répartition ne signifie pas désordre ou confusion, et les vendeurs sont guidés, même sans en avoir clairement conscience, par les exigences du marché. Notre étude suggère à tout le moins qu'il ne saurait y avoir de bonne gestion de l'espace urbain sans prise en compte des petites et moyennes activités économiques, en vue de leur éventuel contrôle et de leur orientation par le pouvoir public. Pour mieux saisir cette logique, des enquêtes sur les motivations de la localisation et de la fréquentation des petites activités, notamment commerciales, seraient probablement d'un grand secours.

Ce premier inventaire exhaustif est un travail limité. Il pourrait ouvrir la voie à une analyse plus fine, notamment en ce qui concerne le poids financier de ce secteur économique, dont le développement spectaculaire est lié, ici comme dans d'autres villes du Tiers Monde, au sous-emploi et au faible pouvoir d'achat des habitants. Il permet aussi de réfléchir sur la structuration plus ou moins spontanée de l'espace urbain, et finalement sur le fonctionnement d'une ville africaine.

L'importance du phénomène conduit à se poser enfin la question suivante : le circuit économique des petites activités peut-il être qualifié de secteur primitif ou parasitaire, d'économie marginale ou parallèle ? Pour de multiples raisons nous proposons de renoncer à ces définitions dans la mesure où le phénomène nous semble exprimer un mode de vie nouveau, une économie sans doute informelle mais néanmoins fondamentale pour la vie du citadin africain. Comment qualifier de marginal un "secteur de subsistance" qui occupe - d'autres enquêtes l'ont montré - un bon quart des actifs de Lubumbashi, et concerne la très grande majorité de la clientèle urbaine ? Plutôt que d'y voir une anomalie symptomatique du sous-développement, presque une monstruosité comme le font certains chercheurs, n'est-il pas plus pertinent d'admettre que les petites activités sont la forme "normale" du fonctionnement économique pour le grand nombre des citadins ?

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNEAU J.-C., 1983. - Cartographie de l'environnement et aménagement urbain à Lubumbashi (Zaïre), *GEO-ECO-TROP*, 7 (1-4), pp. 19-47.
- BRUNEAU J.-C. et KAKESE K., 1980. - Les marchés de Lubumbashi et leurs aires d'influence, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 34, pp. 134-152.
- BRUNEAU J.-C. et KIKOMBO I.N., 1982. - Analyse et cartographie du micro-commerce flottant dans la zone Kenya de Lubumbashi (Zaïre), *GEO-ECO-TROP*, 6 (1), pp. 65-76.

- BRUNEAU J.-C., PAIN M. *et al.* (à paraître). - *Atlas de Lubumbashi*, 24 planches en couleurs avec notices, Paris, Centre d'Etudes géographiques de l'Afrique Noire.
- LOOTENS-DEMUYNCK M.-T. et BRUNEAU J.-C., 1985. - Dynamique démographique des quartiers de Lubumbashi des origines à nos jours, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 38.
- MERENNE-SCHOUMAKER B., 1974. - *Eléments entrant concrètement en compte pour le choix d'une localisation*, Localisation des entreprises et développement régional, Premier Congrès des Economistes belges de langue française, Rapports préparatoires, Charleroi, pp. 33-55.
- MERENNE-SCHOUMAKER B. et BUKOME I. (à paraître). - Le commerce flottant alimentaire à Lubumbashi, *GEO-ECO-TROP*.
- PAIN M., 1975. - *Les activités de la ville de Kinshasa*, Atlas de Kinshasa : planche 28, Kinshasa, Bureau d'Etudes d'Aménagement urbain.
- PAIN M., 1984. - *Kinshasa : la ville et la cité*, Coll. Mémoires n° 105, Ed. de l'Orstom, Paris, 267 p.
-

